

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Organisme consultant : **CPAM de l'ORNE**  
**34, Place BONET**  
**61012 ALENCON Cedex**

- APPEL DE PRIX N° 2025/PA/00000020000

--- ○○○ ---

**Objet : TRANSFERT, DESTRUCTION ET REVALORISATION DES ARCHIVES DE LA  
CPAM DE L'ORNE**

**Date et heure limite de remise des plis : Le vendredi 21 mars 2025 – AVANT 15 H 00.**

**Le présent C.C.A.P. comporte 8 pages numérotées de 1 à 8.**

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

**ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES**

- 1.1 – Objet du marché
- 1.2 – Division en lots
- 1.3 – Domicile du titulaire
- 1.4 – Parties contractantes

**ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

**ARTICLE 3 - CARACTERE COMPLET DE L'OFFRE**

**ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE**

**ARTICLE 5 - PRIX – MODALITES DE REGLEMENT**

- 5.1 – Contenu des prix
- 5.2 – Modalités de paiement
- 5.3 – Révision de prix

**ARTICLE 6 - EXECUTION**

- 6.1 – Début d'exécution
- 6.2 – Pénalité pour retard
- 6.3 – Preuves de l'exécution
- 6.4 – Respect et contrôle des clauses environnementales

**ARTICLE 7 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES**

**ARTICLE 8 - DIFFERENDS ET LITIGES**

**ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE**

**ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENRAUX**

## **ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières sont relatives au:

**TRANSFERT, DESTRUCTION ET  
REVALORISATION DES  
ARCHIVES DE  
LA CPAM DE L'ORNE**

### **1.2 - Division en lots**

Sans objet, ce marché n'est pas divisé en lots.

### **1.3 - Domicile du l'opérateur économique**

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement (A.E.) du domicile élu par l'opérateur économique, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie d'Alençon jusqu'à ce que l'opérateur économique ait fait connaître au pouvoir adjudicateur, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### **1.4.- Parties contractantes**

1.51 Les parties contractantes sont :

- \* d'une part : la CPAM de l'Orne, désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « **LE POUVOIR ADJUDICATEUR** ».
- \* d'autre part : l'entreprise titulaire du marché, désignée par l'expression « **L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE** ».

1.52 Le pouvoir adjudicateur est représenté par Le Directeur de la CPAM de l'Orne.

1.53 Le comptable assignataire est L'Agent Comptable de la CPAM de l'Orne.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

#### **a). Pièces particulières :**

- ✓ Acte d'Engagement (A.E.).
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

#### **b). Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- ✓ L'arrêté du 16 juin 2008 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale pris en application du décret 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et décrets le modifiant.
- ✓ Le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des Marchés Publics.
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.F.C.S.) applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services passés par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

### **ARTICLE 3 – CARACTERE COMPLET DE L'OFFRE**

L'offre devra avoir un caractère complet et conforme aux besoins du marché.

### **ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ**

Le marché prendra effet le **01 juillet 2025**.

Le marché sera conclu pour un an à compter de cette date et sera reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder une **durée totale de 4 ans**.

Il pourra être dénoncé par chaque partie 3 mois avant chaque échéance annuelle par lettre recommandée avec accusé de réception postale adressée à l'autre partie.

L'opérateur économique reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

### **ARTICLE 5 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

#### **5.1 – Contenu des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au dernier jour du mois précédant celui fixé pour la remise des offres.

**Les prix seront fermes et définitifs.**

#### **5.2 – Modalités de paiement**

**L'euro** est retenu comme monnaie de règlement effectué dans le cadre du présent marché.

#### **Facturation**

La facture sera établie en un original et une copie, par l'opérateur économique.

Elle devra être conforme, sous peine de refolement, aux articles 289 II du code général des impôts et 242 nonies A de l'annexe II au même code.

La facture sera à adresser à :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Orne HD**  
**Département Gestion de Patrimoine**  
**34 Place du Général Bonet**  
**TSA 99998**  
**61012 ALENCON Cédex**

L'opérateur économique doit privilégier le dépôt des factures par voie dématérialisée en utilisant la plateforme Chorus Pro.

### **Règlement**

Les retenues, dont l'opérateur économique serait redevable à titre de pénalités, seront déduites du montant de la facture.

Conformément au décret 2008-407 du 28 avril 2008, le paiement se fera par virement dans les 30 jours à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur à condition que cette dernière ne soit pas contestée par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement sera effectué par l'Agent Comptable de la CPAM après mandatement du pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires au profit de l'opérateur économique.

L'opérateur économique ne peut, sous aucun prétexte et en aucun cas, revenir sur le prix qui a servi de base à son engagement.

### **5.3 – Révision de prix**

Les prix sont définitifs.

La révision ne pourra intervenir qu'au début de chaque période de 12 mois (date anniversaire) par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + (0,85 \times \text{ICHTrev-TS} / \text{ICHTrev-TS}_0)]$$

dans laquelle :

P = nouveau prix de règlement des prestations.

P<sub>0</sub> = prix initial.

ICHTrev-TS = dernier indice connu à la date de révision (indice du coût horaire du travail révisé-tous salariés, identifiant INSEE 1565196)

ICHTrev-TS<sub>0</sub> = valeur correspondante à la date initiale ou de précédente révision.

### **Clause de sauvegarde :**

Lorsque l'application de la formule de révision de prix fait apparaître une variation de plus de 3% ou lorsque l'un des paramètres varie de plus de 5%, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans verser d'indemnité à l'opérateur économique. La comparaison de l'évolution des charges d'exploitation et des prix de facturation et, le cas échéant, une modification de la structure de la revalorisation des prix ou la définition de nouveaux prix de référence.

Il en sera de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et

réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 6 – EXECUTION**

### **6.1 – Début d'exécution**

Le début d'exécution aura lieu dans les délais contractuels afin de respecter la date d'effet du marché.

### **6.2 – Pénalité pour retard**

En cas de retard dans l'exécution des prestations, par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.F.C.S., il sera appliqué à l'opérateur économique, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **50 euros HT**, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris).

### **6.3 – Preuves de l'exécution**

A l'issue de chaque prestation, un bon d'intervention sera laissé au pouvoir économique. Après la destruction, l'opérateur économique adressera au pouvoir adjudicateur, les bons de pesée et certificats officiels de destruction et de revalorisation.

### **6.4 – Respect et contrôle des clauses environnementales**

Le titulaire désigné devra s'assurer que la destruction des documents est effectuée conformément aux réglementations en vigueur, notamment en obtenant les visas préalables requis pour l'élimination des archives publiques.

Il est demandé :

- d'utiliser des procédés de destruction qui minimisent l'impact environnemental, tels que le recyclage des matériaux après destruction ou, l'utilisation de techniques à faible émission de carbone.
- de mettre en place des procédures pour le tri, le recyclage et l'élimination appropriée des déchets générés lors de la destruction des archives, en orientant ces déchets vers des filières de valorisation.
- d'employer des matériaux et des produits non polluants ou toxiques lors des opérations de destruction des archives.
- d'adopter des pratiques visant à réduire la consommation d'énergie, telles que l'utilisation d'équipements à haute efficacité énergétique et l'optimisation des processus pour diminuer l'empreinte carbone.
- Enfin, former les intervenants aux problématiques environnementales liées à la destruction des archives, afin de garantir une exécution conforme aux normes écologiques.

Le titulaire désigné devra s'assurer que ses sous-traitants respectent ces obligations environnementales. En cas de manquement du titulaire ou sous-traitants, une retenue de garantie de 5% du marché annuel sera appliquée avec exigence de mise en conformité sous un mois.

## **ARTICLE 7 - RESILIATION - MESURES COERCITIVES**

Les clauses de résiliation et mesures coercitives prévues aux articles 29 à 36 du C.C.A.G.F.C.S. sont applicables au présent marché.

## **ARTICLE 8 - DIFFERENDS ET LITIGES**

Les différends et litiges qui viendraient à se produire à l'occasion du marché seront réglés en application de l'article 37 du C.C.A.G.F.C.S.

## **ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
  - . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
  - . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
  - . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
  - . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,

- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

L'opérateur économique est tenu au respect par ses personnels, du secret des informations de toutes natures dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il ne pourra transmettre ces informations à des tiers par quelque moyen que ce soit. De plus, il s'assurera que la destruction des archives a été réalisée par une structure elle-même susceptible de garantir le respect environnemental et la confidentialité lors de la destruction.

En cas de non respect de ces dispositions, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts exclusifs de l'opérateur économique sans préavis ni indemnités.

## **ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, l'opérateur économique reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG	OBJET DE LA DEROGATION
--------------------	-----------------------	------------------------



6.2	14.1	Pénalités
-----	------	-----------

**A** , **LE**

**L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE**

**(Signature et cachet de l'entreprise)**